

La droite genevoise hurle au copinage

MAISON DES ASSOCIATIONS ● En ville, libéraux et radicaux accusent la gauche d'offrir des locaux luxueux à «ses amis»

Genève
Pascale Bieri

«**H**alte à la politique des petits copains!» En ville de Genève, les libéraux et les radicaux sont très en colère. Le Conseil municipal, à majorité de gauche, a décidé d'acheter pour 1,5 million de francs un immeuble qui appartenait autrefois au défunt journal *La Suisse*. Cet immeuble, comme les autres du même bloc déjà en mains de la Ville et de l'Etat, sera attribué à la Maison des Associations. Et c'est là que ça coince! «Seules les associations qui gravitent autour des milieux de gauche peuvent espérer obtenir des locaux, accuse le libéral Mark Muller. C'est totalement antidémocratique!» Du coup, avec ses camarades, il s'apprête à lancer un référendum contre l'acquisition du bâtiment du 11-17, rue des Savoises.

«Leurs subventions ne leur suffi-

sent plus; ils veulent des immeubles», fulminent les référendaires. Ajoutant encore: «Avec votre argent, ils militent contre l'armée, pour la libéralisation de la drogue et les droits des squatters.» Bref, la droite a pris le pli. Minoritaire aux plans communal et cantonal, elle saisit toutes les occasions pour descendre dans la rue, comme la gauche autrefois. La semaine dernière, le Parti libéral a lancé trois initiatives sur le thème de «Pour une meilleure efficacité de l'Etat». Et maintenant, radicaux et libéraux municipaux remettent ça avec un référendum. Ça s'agit, à un an des élections cantonales genevoises!

«Nous sommes favorables à une maison des associations, mais pas de cette manière, dit encore Mark Muller. Nous critiquons l'attitude des élus de gauche, qui se croient autorisés à financer, avec les deniers publics, un outil de travail pour leurs copains issus des milieux militants qu'ils défendent.» Autre sujet de colère: le mon-

tage financier de l'opération, que les référendaires qualifient de «coûteux et fragile». Ils ont jusqu'au 1er novembre pour récolter les 4000 signatures nécessaires à l'aboutissement du référendum.



Le conseiller municipal Mark Muller refuse de voir la gauche disposer à sa guise de l'immeuble abritant autrefois «La Suisse», Atdag